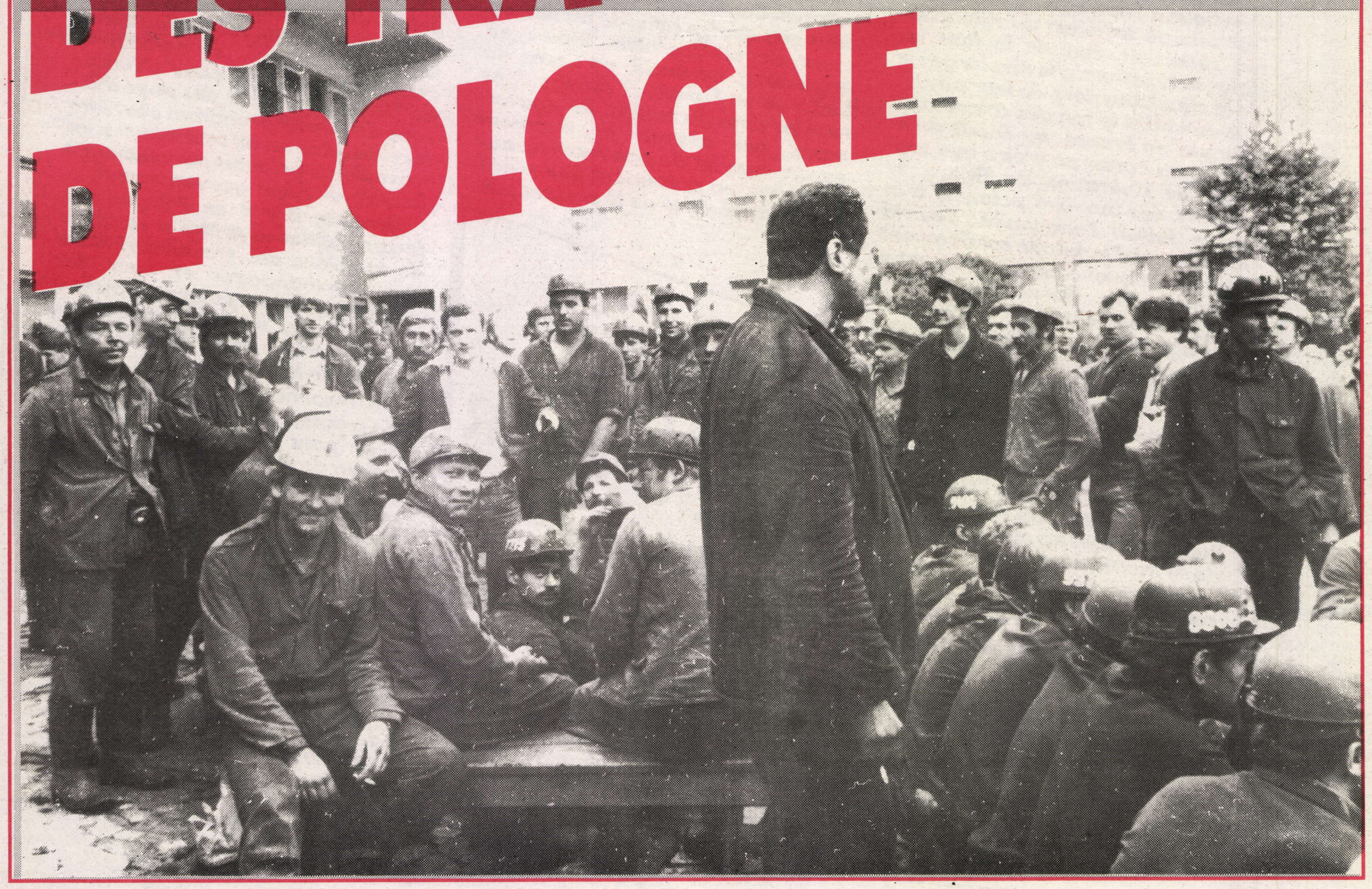
M 6189 - 1056 - 8,00 F
3796189008001 10560

ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 056 - 27 août 1988 - prix : 8 F

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE POLOGNE



VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE POLOGNE!

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Les grèves commencées le 15 août dernier dans plusieurs mines de charbon de Haute-Silésie se sont étendues à toute la Pologne. De la Silésie à Gdansk, de Varsovie à Szczecin, les travailleurs des Chantiers Navals, des mines, des aciéries, des usines de métallurgie se sont mis en grève, une grève qui franchissait les distances et les barrières corporatistes. Le pouvoir a eu beau clamer que les grèves étaient illégales, faire patrouiller des militaires et des policiers en armes autour des mines en grève et dans les quartiers ouvriers, le mouvement a gagné de proche en proche. La police a arrêté des militants, elle est intervenue brutalement pour évacuer des usines, mais le mouvement semble toujours vivace puisque, en même temps que la presse parle de quelques reprises, on apprend que la grève gagne de nouveaux secteurs et s'étend encore.

La classe ouvrière de Pologne, qui avait su faire reculer un pouvoir dictatorial en 1980 et qui a conservé sa combativité malgré le régime militaire de Jaruzelski, est en train de faire une nouvelle fois la démonstration de sa force. Une force qui pourrait aboutir à des changements politiques au sommet de l'Etat polonais, c'est du moins ce que laissent prévoir certaines informations encore peu précises. Une force qui visiblement inquiète aussi les dirigeants de tous les pays qui, d'un bout à l'autre de la planète, à l'est comme à l'ouest du rideau de fer, réduisent, comme le font les dirigeants polonais, le niveau de vie de la classe ouvrière de leur pays.

A entendre le ton des commentateurs ici en France, au début de la grève, on aurait pu croire que soudain, de Libération au Figaro, le recours des ouvriers polonais à la grève faisait l'unanimité. Ceux-là mêmes qui d'habitude condamnent les grèves quand elles se passent à Saint-Nazaire, Gardanne ou Genevilliers, se mettaient à vanter le courage des travailleurs polonais en grève à Gdansk, en Silésie ou à Szczecin. A croire que pour eux, la grève, c'est bien, du moment que cela se passe en Pologne ; parce que la Pologne est un pays de l'Est, un pays qui à leurs yeux n'aurait rien à voir avec les pays de l'Ouest dans lesquels ils ne voient sans doute pas quelles raisons les ouvriers auraient de se mettre en grève.

Mais si la Pologne est sans conteste une dictature, où la grève est illégale et où les travailleurs n'ont aucun moyen de contrôle sur les syndicats officiels, si c'est bien une escroquerie sans nom que de parler de communisme à propos d'une telle dictature militaire, cela ne veut pas dire que la grève des travailleurs de Pologne soit une affaire strictement polonaise.

Les commentateurs qui se plaisent à affirmer que les travailleurs polonais se battent uniquement pour la reconnaissance du syndicat Solidarité indépendant du régime, et pas pour des augmentations de salaires, et s'appuient sur le fait que dans le cours de la lutte les dirigeants de Solidarité ont mis en avant cette seule revendication, essaient peut-être de se rassurer.

Mais il est certain que, même si les travailleurs veulent, et c'est bien leur droit, la reconnaissance officielle du syndicat que, même illégal, ils font vivre, cette vague gréviste est plus profondément une réaction de la classe ouvrière de Pologne contre l'austérité, contre les hausses brutales des prix. Il y a quelques mois, de précédentes grèves pour des augmentations de salaires avaient déjà eu lieu. Et quand, le 15 août dernier, les mineurs de Haute-Silésie sont entrés en grève, c'était pour protester contre la dégradation de leur pouvoir d'achat, pour revendiquer des augmentations de salaires. Comme dans bien d'autres pays aux quatre coins du monde au cours de ces derniers mois : en Angleterre, au Brésil, en Corée du Sud... ou en France. Et comme dans tous les pays du monde, les gouvernants ont opposé et opposent encore leur fin de non-recevoir aux grévistes, en prétextant que «l'économie nationale» ne le permet pas.

La Pologne est bien moins loin de nous qu'on veut nous le faire croire. Parce que, là-bas comme ici, c'est la même crise économique qui est mondiale. Parce que, là-bas comme ici, c'est en abaissant le pouvoir d'achat des travailleurs qu'on prétend «sauver l'économie». Au cours des quinze dernières années, partout, les conditions de vie des classes pauvres se sont dégradées. Partout. Même là où l'on croyait avoir atteint le fond de la misère. Et même là où, comme dans les pays riches, la classe ouvrière se croyait protégée. Mais partout aussi, la crise économique a, en même temps que des victimes, des profiteurs. Des profiteurs qui, en Pologne, ne sont pas seulement les dignitaires du régime, mais aussi des banquiers d'Occident qui, en percevant des intérêts élevés sur les sommes prêtées à l'Etat polonais, prélèvent leur part de profit sur l'exploitation des travailleurs de Pologne, comme ils en perçoivent sur le dos des travailleurs du Brésil, du Mexique ou de tous les pays pauvres et endettés. Ce sont eux les premiers responsables des plans d'austérité et des hausses de prix qui pèsent sur les populations.

N'en déplaise aux banquiers occidentaux et à leurs amis de la presse, la grève des travailleurs de Pologne concerne les travailleurs bien au-delà des frontières de ce pays. C'est peut-être une des premières et des plus virulentes réactions de la classe ouvrière d'Europe contre l'austérité qu'on lui impose. Et demain la classe ouvrière des pays d'Europe de l'Est comme celle des pays d'Europe de l'Ouest prendront peut-être le relais. Et ce serait tant mieux si les travailleurs polonais parvenaient à faire reculer leur gouvernement.

Bien sûr, il y a en Pologne des forces politiques prêtes à se servir de la colère des travailleurs dans des marchandages et pour des objectifs qui n'ont pas grand-chose à voir avec les intérêts de la classe ouvrière. Nous avons bien eu, nous, l'Union de la Gauche !

La reconnaissance de Solidarité, elle-même, pourrait devenir un piège pour la classe ouvrière, un moyen de faire jouer officiellement aux dirigeants du syndicat le rôle de pompiers, au nom de «l'intérêt national».

Car même lorsque les travailleurs choisissent la lutte, il y a bien des embûches ; car la classe ouvrière, en Pologne comme en France, comme partout, a autant de faux amis que de véritables ennemis.

Mais ce sont ceux qui choisissent de lutter qui ont raison parce que, pour la classe ouvrière, il n'y a pas d'autre moyen de se défendre.

Du Parti Socialiste au RPR, tout le monde a salué l'accord signé le 20 août sur la Nouvelle-Calédonie. Le PS a parlé d'*«exploit»*. Le CDS et le RPR se sont *«réjouis»*. *Libération* y a vu un *«bilan éclatant»*. Et le *Figaro* a tiré, lui aussi, son chapeau à Rocard, pour avoir *«opportunément levé le couvercle de la marmite calédonienne»* !

En réalité, Rocard n'a rien changé à son projet. *«Les accords Matignon n'ont pas été modifiés d'un iota»*, a déclaré d'ailleurs Dick Ukeiwé, le chef de la délégation RPCR, à son retour à Nouméa le 23 août. *«Nous n'avons fait aucune concession»*.

Dix ans de répit pour le régime colonial : c'est ce qu'offre le dernier accord sur la Nouvelle-Calédonie dont Rocard est si fier.

LES RICHES CALDOCHES BIEN SERVIS PAR ROCARD

■ En effet, l'amnistie prévue dans le projet de loi ne concernera pas tous les militants kanaks, même si Le Pensec, ministre des DOM-TOM, a joué les grands seigneurs en parlant de *«large pardon»*. La composition du corps électoral qui devrait, dans dix ans, se prononcer sur le statut de l'archipel n'a pas été modifiée. Même si trois révisions des listes électorales sont prévues d'ici 1998, c'est le corps électoral actuel, où les Kanaks sont minoritaires, qui servira de référence. Et rien ne dit que les révisions en question vont provoquer miraculeusement une majorité pour l'indépendance... Quant au découpage régional, c'est de 32 membres (et non seulement de 26, comme cela était prévu avant la négociation) que disposera, au Congrès du territoire, l'assemblée de la province sud (celle des riches Caldoches), tandis que les deux provinces attribuées aux Kanaks n'auront, au total, que 22 représentants. Et fondamentalement, la minorité de riches Blancs gardera ses privilèges dans la zone riche, tandis que les Kanaks seront les maîtres... des zones pauvres.

Le gouvernement a simplement desserré un peu les cordons de la bourse en débloquant 300 millions de francs. Exactement la même somme, soit dit en passant, que celle allouée par le gouvernement Chirac à la Nouvelle-Calédonie en 1986-87, comme le rappelle le *Canard enchaîné*. Avec, il est vrai, cette différence qu'au lieu de ne profiter qu'aux associations de complaisance créées alors par le RPCR, les trois quarts de cette somme seraient, cette fois-ci, consacrés à des dépenses concernant les territoires des deux futures provinces kanaks. Une somme de toute façon bien maigre au regard des besoins, et sur l'emploi de laquelle, en outre, le gouvernement n'a pris aucun engagement précis.

En fait, Rocard et Bérégovoy ont simplement voulu éviter que les dirigeants kanaks ne rentrent chez eux les mains vides, à l'heure où la droite colonialiste caldoche se vante de la «paix civile» retrouvée...

Le *Figaro* ne s'y est d'ailleurs pas trompé, en titrant, à propos de l'accord du 20 août : *«Dix ans de répit»*. Car c'est bien, en effet, dix ans de prolongation, que les gouvernants «socialistes» tentent aujourd'hui d'offrir aux privilégiés blancs de là-bas. Et même, plus précisément encore, à cette petite minorité qui, parmi les Caldoches, a amassé d'immenses fortunes en pillant les meilleures terres et les meilleures mines de l'île. Jacques Lafleur a quelques raisons d'appeller ses semblables à bien accueillir Rocard à Nouméa...

★★
★

Alors, les dirigeants du FLNKS ont signé cet accord. Mais, s'il entre sans doute dans leurs calculs de continuer ainsi à se positionner, auprès de l'impérialisme français, comme les «interlocuteurs valables» de celui-ci dans l'île ; si cela leur permet d'occuper le terrain et d'espérer à l'avenir occuper un peu plus de postes au sein de l'administration du territoire (même s'il s'agit seulement, pour quelques «notables» kanaks, d'y gérer des budgets de misère) ; il reste à savoir si la population kanak, qui depuis des années sait que le peu qu'elle a gagné a été arraché par la lutte, se sentira liée, ou non, par cet accord.

Des protestations, en tout cas, se sont fait entendre depuis le 26 juin. Et encore aujourd'hui, la direction du FLNKS ne semble pas faire l'unanimité parmi ses militants et ses cadres.

Certes, le rapport des forces actuel en Nouvelle-Calédonie, surtout après le massacre d'Ouvéa, peut sembler à l'avantage de l'impérialisme français, toujours prompt à faire donner ses troupes de tortionnaires pour voler au secours des colons. Certes, le peuple kanak est minoritaire sur ses terres. Certes, il est peu nombreux. Mais la politique menée par le FLNKS n'est pas la seule possible, ni la plus efficace, pour la défense des intérêts des populations kanaks.

Le peuple kanak n'est pas seul, en effet, à subir l'exploitation et l'oppression de l'impérialisme. Les peuples pillés comme lui sont nombreux, en particulier dans toutes les îles du Pacifique. S'adresser à ces peuples, tenter de s'en faire des alliés serait une politique qui pourrait rencontrer le succès. Quand Eloi Machoro était apparu, il y a quelques années, sur les écrans de télévision du monde entier, l'image de ce Noir brandissant son fusil avait fait le tour du monde et soulevé des espoirs dans bien des pays.

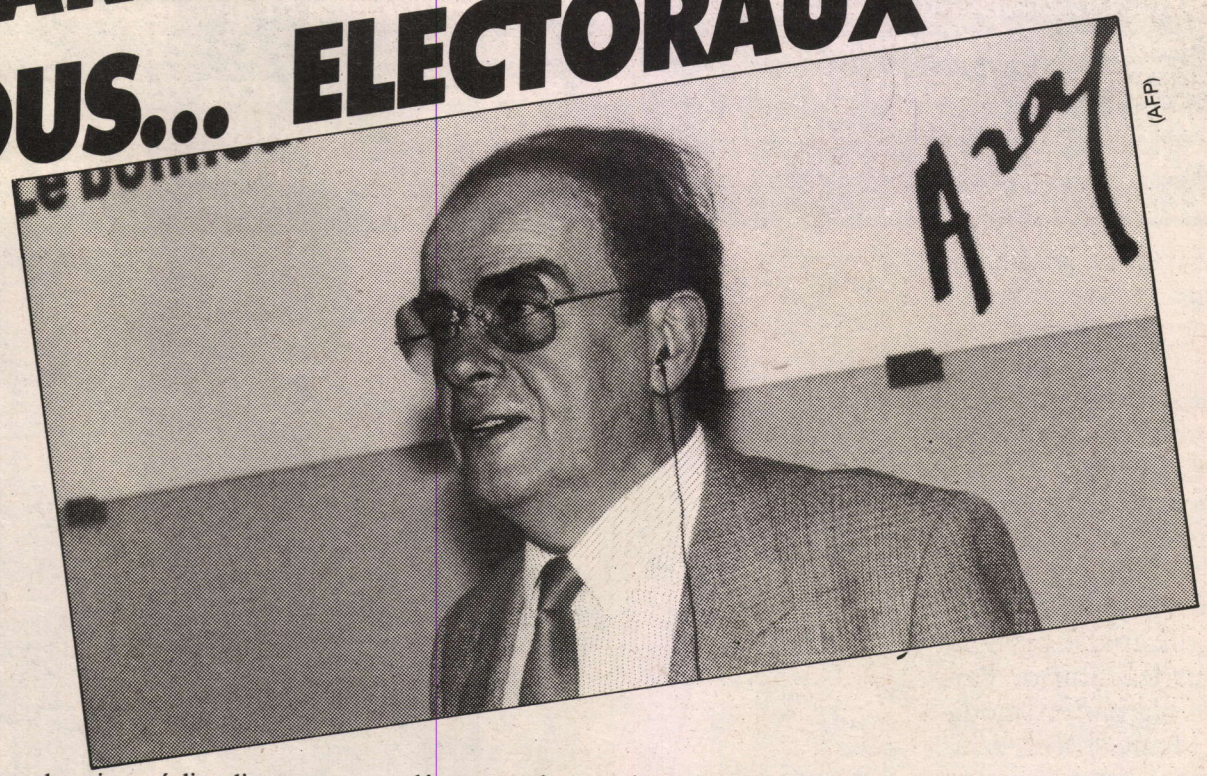
Alors, avancer cette perspective, tenter de reprendre la lutte en appelant les peuples à la révolte dans toute la région, et au-delà même, se fixer ouvertement pour but de créer un pôle combatif, radical et contagieux pourrait redonner confiance et faire changer la peur de camp.

Une telle politique permettrait certainement beaucoup plus de faire changer le sort des peuples – et même simplement de faire reculer les gouvernements impérialistes, le gouvernement français par exemple – que la politique bien délimitée aux seules perspectives néo-calédoniennes, ne visant pas au-delà de ce que l'on peut obtenir dans le cadre étroit du seul «caillou».

Quant aux travailleurs de France, ils n'ont, eux, aucune raison de se réjouir, en tout cas, du fait qu'aujourd'hui, dans sa version Rocard, l'impérialisme français tente de maintenir le statut colonial d'un peuple qu'il opprime en leur nom à plus de 20 000 kilomètres d'ici.

Frédéric FERRIERES

MARCHAIS PREPARE LES MILITANTS AUX RENDEZ-VOUS... ELECTORAUX


(AFP)

Le rendez-vous central de la vignette de la Fête de l'Humanité, le 18 août, a été pour Georges Marchais l'occasion de rappeler les axes politiques du PCF. *«De nouvelles raisons de confiance»,* titrait *l'Humanité* du lendemain qui publiait l'intégralité de son discours. Mais confiance pour quoi faire et envers qui ?

Une des idées essentielles de cette déclaration est que *«les communistes n'ont aucune exigence hors de portée. Ils ne poursuivent aucune visée politicienne. Ils soutiennent et vont soutenir tout pas en avant dans le bons sens, aussi minime soit-il.»*

Tout pas en avant ? Mais quel pas en avant attendre du gouvernement Rocard, qui aille au-delà de ce que faisaient les gouvernements Mauroy et Fabius qui ont, comme les dirigeants du PCF l'affirment aujourd'hui, tiré la classe ouvrière en arrière ? Ce ne peut être le SMIC à 6 000 F, l'augmentation générale et uniforme des salaires, des mesures impératives pour empêcher les patrons de licencier et pour leur imposer d'investir pour créer des emplois. Bref, ce ne peut être une politique qui prenne en compte les intérêts des travailleurs, et donc qui s'affronte au patronat. Non. De telles mesures n'ont pas été adoptées au temps où le gouvernement comprenait 4 ministres communistes. Et il serait vain de les espérer d'un gouvernement qui, comme le rappelait Marchais, comprend *«huit ministres de droite»* et qui, soulignait-il, est un gouvernement de transition qui prépare une ouverture à droite encore plus grande.

Sur ce plan-là donc, personne ne peut réellement penser, pas plus la direction du PCF que quiconque, qu'il y ait quelque chose de sérieux à attendre de ce gouvernement. C'est donc sur un autre plan que les dirigeants du PCF en attendent quelque chose.

Les dirigeants du Parti Communiste espèrent en réalité que, faute de voir se réaliser autant qu'ils le voudraient l'ouverture au centre, le Parti Socialiste aura besoin de leur parti dans les prochaines élections, en particulier les élections municipales. Ils espèrent pour leur part que le Parti Communiste pourra, grâce à des accords avec le Parti Socialiste, sauver des municipalités comme ils ont sauvé leur groupe parlementaire. Et pour qu'une telle politique soit possible, il leur faut, tout en critiquant le Parti Socialiste, tout en dénonçant le gouvernement, tout en parlant un langage combatif qui donne aux travailleurs des raisons de voter pour le PC, prendre garde tout de même de ne pas déplaire trop au Parti Socialiste.

Les dirigeants du PCF décideront alors de baptiser «pas en avant» des gestes, même «minimes» (c'est eux qui le disent), telle l'acceptation d'un amendement comme celui sur l'amnistie, remis en cause sitôt adopté, ou tel accord partiel, etc.

Au nom du réalisme ?

C'est à force de petits pas de cette sorte que la classe ouvrière accumule un retard considérable dans l'organisation de la défense de ses intérêts essentiels.

Les patrons et les gouvernements à leur service depuis 1981 – pour ne pas remonter plus loin – ont fait preuve de bien plus de réalisme et d'efficacité, en s'engageant à grands pas dans la remise en cause des acquis de la classe ouvrière.

Il est grand temps pour les travailleurs de rattraper le temps perdu...

Annick MORIZET

TARIFS PUBLICS, LOYERS, REVENUS NON SALARIAUX TOUT AUGMENTE, SAUF LES SALAIRES

Le gouvernement a paraît-il été surpris : devant le dernier chiffre de la hausse des prix, 0,3 % en juillet, il aurait rectifié en noircissant sa prévision pour l'ensemble de l'année. Au lieu de 2,5 %, 1988 devrait donc se terminer sur une augmentation de 3 % des prix. Pour l'instant, car, au train où vont les étiquettes...

Principaux responsables, selon Bérégovoy : les augmentations du tabac et du gaz domestique, qualifiées par lui «d'héritage» du gouvernement précédent. Dans la bouche d'un ministre dont le gouvernement actuel vient d'augmenter les tarifs SNCF parisiens de 5,5 %, cela ne manque pas d'audace.

Et surtout Bérégovoy a critiqué le «fort dérapage» des loyers. Dérapage, le terme est faible puisque les loyers augmentent beaucoup plus rapidement que la moyenne des prix depuis déjà trois ans. C'est plutôt la grande envolée... avec 20 % en 3 ans... en moyenne.

Et ce n'est pas près de s'arrêter, puisque c'est seulement au milieu de l'année prochaine que la grande majorité des loyers ordinaires, ceux du secteur libre, seront réévalués.

Ça n'empêche pas Bérégovoy de répondre qu'il n'est pas question de revenir sur la loi Méhaignerie, qui encourage et organise cette envolée des loyers.

De même, pour assagir les prix des cafés, hôtels, les tarifs des réparations automobiles, qui mènent eux aussi la danse depuis plusieurs années, il serait seulement question de compter... sur la concurrence.

Et du vent aussi, les fortes paroles du ministre sur les revenus non salariaux, autrement dit ceux des commerçants, des professions libérales et des propriétaires de titres financiers ou d'appartements, qui ont augmenté fortement en 1987 : *«Il est nécessaire que leur évolution soit maîtrisée. Je ne vois qu'un moyen : une concurrence accrue, qui stimule la compétition et mette en cause certaines rentes de situation».*

Il n'est pas difficile de deviner que, si le ministre des Finances Bérégovoy, qui était si fier d'avoir permis aux boursicoteurs de faire fortune lors de son précédent passage au gouvernement ne chante pas l'air de l'austérité pour frapper ces gens-là, quand il parle de freiner les revenus – non salariaux – c'est quand même avant tout aux salaires qu'il pense.

La vérité, c'est qu'aujourd'hui, à l'exception des salariés dont le pouvoir d'achat décroît depuis plusieurs années, tous, petits et grands bourgeois, s'en mettent plein les poches.

Chacun à leur façon. Les «services» en faisant un peu plus flamber les prix, en profitant du flou des additions et des devis, quand il y en a. Les industriels avant tout en réduisant leurs coûts de production grâce aux réductions d'effectifs et aux augmentations de cadences, ce qui ne les empêche pas aussi de relever leurs prix à l'occasion.

Pour mettre fin à cette sarabande, il faudra l'irruption des travailleurs sur la scène sociale.

Pierre VERNANT

UN INDICE DE L'AMPLEUR DU TRUQUAGE

L'indice INSEE des prix est officiellement censé refléter le coût des dépenses d'un ménage urbain, ouvrier ou employé, avec un ou deux enfants. Sa composition, c'est-à-dire la part qui revient aux différentes dépenses dans son calcul, n'est pas rendue publique. Mais de temps à autre un coin du voile est levé. Ainsi les loyers interviennent aujourd'hui pour 7 %, a-t-on appris récemment.

Une sous-estimation manifeste. Quelle est la famille ouvrière qui consacre moins de 10 % de son salaire pour se loger ? Or il se trouve, de l'aveu même des services statistiques officiels, que durant les trois dernières années la hausse des loyers a été deux fois plus rapide que celle de l'ensemble des prix.

Autant dire que depuis trois ans cet indice des prix minore allègrement l'augmentation réelle du coût de la vie pour les travailleurs.

Les déclarations des dirigeants des centrales syndicales

(AFP)

(AFP)

MAIRE ET BERGERON CHERCHENT COMMENT EVITER LES LUTTES

C'est dans les colonnes du journal *Le Monde* que Maire et Bergeron ont fait leurs premières déclarations de rentrée.

Alors que le printemps dernier a été marqué par un certain nombre de conflits sociaux, en particulier sur les salaires, avec les grèves à Chausson, à la Snecma, ou contre de nouvelles vagues de licenciements comme à l'Alsthom Saint-Nazaire ou ailleurs, Maire a plutôt choisi de commencer sa rentrée en parlant de «l'Europe». C'est pour 1992, 1993, c'est plus loin.

Mais après tout, qui reprocherait à Edmond Maire de voir un peu plus loin ? Sauf que, lorsqu'il voit loin, comme lorsqu'il voit près, ce n'est pas de l'avenir des luttes sociales qu'il discute, mais de l'avenir des syndicalistes, seulement. Car si le PCF et la CGT font de la prespective d'un marché unique européen pour 1993 un épouvantail, comme si les travailleurs connaîtraient moins de chômage s'ils se protégeaient de la concurrence de leurs frères des pays voisins, ou s'ils «achetaient français», Edmond Maire, lui, voudrait nous faire croire, comme tous les politiciens actuels, de Balladur à Bérégovoy, de Rocard à Chirac, que les nouveaux accords économiques que veulent mettre sur pied les capitalistes européens vont nous sortir de la crise et du chômage. D'ailleurs, de «crise économique», il n'y en a pas, à lire l'article de Maire : juste une «mutation» économique, comme prétendent d'ailleurs tous les gouvernants pour nous faire admettre les licenciements et fermetures d'entreprises comme un mal nécessaire de la «modernisation».

Ce qui semble surtout intéresser Maire, dans cette future Europe, c'est qu'il y a peut-être dans les instances européennes quelques places à prendre ou à créer pour les syndicalistes eux-mêmes. Les appareils syndicaux ont déjà des gagne-pain dans nombre d'organismes d'Etat, Commission du plan, Conseil économique et social, gestion de la Sécurité sociale ou des caisses de chômage, etc., en plus de la gestion des œuvres sociales dans les entreprises. Pourquoi n'auraient-ils pas aussi des gagne-pain dans les organismes européens ? Alors Edmond Maire fait ses offres de services, tout en essayant de convaincre le patronat que, sans son aide à lui, Maire, il courrait le danger de conflits sociaux coûteux. *«Mais qui donc apprendra l'économie moderne aux officiels du patronat ?* écrit-il. *Qui leur démontrera que la cohésion sociale est un facteur de valeur ajoutée, qu'au surplus les tensions sociales peuvent annihiler les bienfaits de l'intégration économique ?»*

Les préoccupations de Bergeron, elles, sont à plus court terme, et plus hexagonales. Et il aborde le problème du jour, en cette rentrée sociale : celui des salaires. Mais avec le même souci que son collègue de la CFDT : comment éviter une explosion sociale ?

Et à la question du journaliste du *Monde* lui demandant : *«Pensez-vous, comme le patronat de la métallurgie, que le calme qui prévalait depuis trois ans appartient au passé ?»*, André Bergeron répond : *«Je partage donc le point de vue du patronat. La rentrée sera plus difficile qu'à l'ordinaire. La CGT, c'est-à-dire le Parti Communiste, fera tout pour en rajouter.»* Et Bergeron d'expliquer donc qu'il faudra peut-être un peu lâcher du lest, sur le pouvoir d'achat des fonctionnaires notamment, si l'on veut éviter une *«rentrée difficile»*.

KRASUCKI VEUT UNE «RENTREE COMBATIVE» MAIS COMMENT ?

Face aux discours des leaders de la CFDT et de FO, qui ne se demandent que comment éviter les dangers d'une rentrée sociale chaude, le ton d'un Krasucki qui, tout en affirmant qu'il n'est pas question de jouer à la météo en essayant de prévoir si l'automne sera chaud ou pas, annonce *«une rentrée combative»* et parle du *«développement des luttes tous azimuts»*, tranche nettement. Mais il ne suffira pas, justement, de *«luttes tous azimuts»*, si par là on entend des luttes chacun dans son entreprise, chacun sur ses objectifs, des luttes locales ou catégorielles qui, même si elles sont combatives, ne peuvent suffire à mettre un coup d'arrêt à la politique de réductions d'emplois et de blocage des salaires qui est une politique d'ensemble du patronat et du gouvernement.

Les grèves récentes ont montré que la combativité ne suffit pas pour que la bourgeoisie et le gouvernement reculent. Il faut aussi que les luttes soient ressenties par le patronat et la bourgeoisie comme une réelle menace. Il faut non seulement que chaque patron concerné craigne pour ses profits immédiats, mais que les autres patrons craignent aussi pour les leurs. Il faut qu'ils tremblent pour leurs actions, pour leurs profits boursiers. Il faut qu'ils sentent que leur système peut s'enrayer. C'est bien pourquoi les grèves que tous ces gens-là redoutent le plus sont les grèves qui s'étendent, où risquent de le faire. Or, le principal souci des dirigeants de la CGT n'est pas de préparer la classe ouvrière à une offensive d'ensemble. Ils parlent des salaires, c'est vrai, mais ils ne donnent pas aux revendications salariales, qui concernent l'immense majorité des travailleurs, la place qu'elles devraient avoir. Ils parlent de multiplier les conflits, mais ils ne cherchent pas à étendre les luttes toutes les fois qu'elles pourraient être contagieuses. On ne les voit pas défendre devant les militants et les travailleurs une telle perspective. Et, faute d'une telle politique, le ton de Krasucki apparaît bien symbolique et rituel.

AFP

Krasucki plein d'allant, mais pour quelle politique ?

Olivier BELIN

Fêtes de Lutte Ouvrière

A DIJON
Les 17 et 18 septembre
salle Mendès-France à QUETIGNY
ouverture de la fête à 19 h le samedi et 12 h le dimanche

A CLERMONT-FERRAND
Dimanche 18 septembre
salle des Fêtes de VEYRE (ancienne route d'Issoire)
à partir de 14 heures

A TOULOUSE
Les 24 et 25 septembre
au parc de la Mounède (route de Saint-Simon)

UN MOUVEMENT QUI A SES RACINES DANS LA CLASSE OUVRIERE

La grève en 1980.

Les Arméniens, les Lettons, les Estoniens manifestent en URSS, les Tchécoslovaques à Prague. On pourrait être tenté de rapprocher tous ces événements de ceux qui se développent en Pologne, et les considérer simplement comme des conséquences, multiples et variées, de la glasnost en URSS.

Ce serait vite dit. Trop vite sans doute. Non pas que des événements qui se déroulent en URSS et dans les Démocraties populaires ne puissent pas avoir des effets les uns sur les autres. Mais si l'on peut sans doute expliquer les quelques milliers de manifestants en Tchécoslovaquie ou les voix qui s'élèvent en RDA comme les effets de ce qui se passe en ce moment en URSS, il n'en est pas de même pour ce qui concerne la Pologne, où le mouvement a bien d'autres racines, une toute autre ampleur, et mobilise des dizaines de milliers de personnes, non pas seulement dans des manifestations de rue où se retrouvent une majorité d'étudiants et de membres de l'intelligentsia, mais dans des grèves ouvrières.

De 1956 à 1981, en passant par 1970 et 1976, la contestation ouvrière en Pologne a une longue histoire et une longue tradition, qui ne débute pas avec l'avènement de ce qu'on a appelé le gorbatchevisme. Et pour ceux – s'il en existait en Pologne – qui auraient pu croire que la glasnost en URSS signifierait des transformations dans leur pays, Gorbatchev s'est chargé lui-même de mettre les points sur les «i», lors de sa visite à Varsovie, en juillet dernier... Il avait tenu alors à souligner que Jaruzelsky était son ami personnel et que les Polonais avaient en lui le meilleur dirigeant possible.

Il est clair que Gorbatchev ne peut souhaiter une crise, même contrôlée, dans les pays de son glacis. Encore moins une crise incontrôlable dont les initiateurs seraient les travailleurs en lutte.

Ce qui ne veut pas dire que des membres de la bureaucratie polonaise ne chercheront pas à profiter de la situation pour procéder à des règlements de compte internes et à des changements qui permettraient un ravalement de la façade.

Quelle marge de manœuvre ont-ils ? Elle dépend de la combativité et de la conscience de la classe ouvrière polonaise.

De la naissance de Solidarité au coup d'Etat de Jaruzelski.

Les grandes grèves de juillet-août 1980 et le coup d'Etat du général Jaruzelski en décembre 1981 marquent tout particulièrement l'histoire récente de la classe ouvrière en Pologne.

Mais la tradition de lutte de la classe ouvrière polonaise remonte plus loin.

Depuis le milieu du siècle, la population s'est soulevée à quatre reprises, en 1956, 1968, 1970 et 1976, pour réclamer plus de liberté, le droit de s'organiser librement, et contre les mesures gouvernementales visant à renchérir le coût de la vie. En juin 1956 une baisse des salaires de 3,5 % avait déclenché la révolte de la ville de Poznan, et quelques mois plus tard, des conseils ouvriers s'étaient constitués un peu partout sur le territoire pour diriger un mouvement de grande ampleur. En 1968 la Pologne a connu elle aussi une flambée de mécontentements dans les milieux étudiants. En 1970 et en 1976, c'est à nouveau la classe ouvrière qui réagissait contre des opérations de «vérité des prix» qui amenaient des augmentations de tous les produits de première nécessité pouvant aller jusqu'à 100 %. Le gouvernement fut contraint de reculer.

Une imprimerie clandestine de Solidarité.

En 1980, le gouvernement de Gierek décida d'augmenter le prix de la viande de 60 %. Le mouvement de colère fut quasi-immédiat, et le gouvernement recula rapidement en accordant des augmentations de salaire. Mais les travailleurs polonais ont appris à être méfiants et ne se contentèrent pas de promesses. Pendant tout le mois de juillet, le mouvement de grève s'étendit progressivement à tout le pays.

Le premier souci des travailleurs polonais fut de s'organiser. Comité de grève, comité inter-entreprises, conseils ouvriers vont fleurir au fur et à mesure que se développa le mouvement. Les travailleurs prirent les choses en main, organisèrent le service sanitaire, le ravitaillement... Leur souci de contrôler leurs propres représentants était constant, et lors des négociations qui s'engagèrent courant août, ils exigèrent qu'une sonorisation permette d'entendre les propos de chacun des négociateurs, et que ceux-ci puissent aussi les entendre.

Les revendications étaient tout d'abord salariales. Mais en août, alors que la vague de grèves atteignit les chantiers navals, la revendication de pouvoir s'organiser librement, dans des syndicats indépendants, fut reprise de plus en plus largement.

Un premier pas fut franchi quand le gouvernement de Gierek accepta de négocier avec le comité de grève inter-entreprises des travailleurs de Gdansk. Et comme la grève ne faiblissait pas, Gierek s'inclina et accepta la plus grande partie des revendications des grévistes. Les accords, signés à Gdansk le 31 août, comportèrent 21 points correspondant aux 21 revendications des grévistes. Ils prévoyaient l'amélioration des conditions de vie, la libération des détenus politiques, le droit de grève, le droit de former des syndicats libres, de s'exprimer dans des tracts, des journaux, etc. Le leader du comité inter-entreprises Lech Walesa, fut porté en triomphe.

Solidarité fut aussitôt constitué. Les leaders du comité de grève en devinrent les premiers permanents. Par centaines de milliers, les travailleurs adhérèrent à ce nouveau syndicat qui compta bientôt dix millions de membres. Lech Walesa, dont les liens avec l'Eglise étaient connus, et ses compagnons s'installèrent dans leur nouveau rôle de dirigeants syndicaux.

Mais pour une partie des couches dirigeantes, cette situation ne pouvait être que provisoire. L'économie polonaise supportait de plus en plus mal les conséquences de la crise mondiale. Les choix économiques des dirigeants polonais ont amené un endettement du pays de plus en plus important, qui atteignait déjà 27 milliards de dollars en 1980. Et l'existence d'un mouvement ouvrier fort, organisé de façon autonome était pour eux un obstacle à l'application des mesures d'austérité qu'ils voulaient imposer à leur population.

La classe ouvrière polonaise avait surmonté bien des épreuves. Elle savait qu'elle en traverserait d'autres. Mais ses dirigeants, les dirigeants de Solidarité ne la préparèrent pas aux coups qui un an et demi après les accords de Gdansk allaient la frapper. On disait que les coups viendraient de l'URSS. Mais, comme en 1970, et en 1976 ils vinrent de l'armée polonaise elle-même. Dans la nuit du 12 au 13 décembre, le général Jaruzelski, Premier ministre depuis février 1981, décrèta l'état de siège. L'armée quadrilla le pays, arrêta les leaders syndicalistes et des dizaines de milliers de militants.

Les chantiers navals, hauts lieux de la lutte de la classe ouvrière polonaise, furent fermés. La Pologne fut placée sous l'autorité d'un «Conseil militaire de salut national» et «l'état de guerre» fut proclamé. La journée de travail fut portée à 10 et 12 heures par jour, sept jours sur sept si besoin. Les grèves qui tentèrent de s'opposer au coup de force furent vite circonscrites.

Mais malgré la dictature, les luttes reprirent bien vite dans la classe ouvrière.

Roger PERIER

LES INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS : FAIRE RECONNAÎTRE SOLIDARITÉ, BIEN SÛR...

... MAIS AUSSI SE DÉFENDRE CONTRE LA CRISE

Avec l'entrée dans la grève, lundi 22 août, des travailleurs des chantiers navals de Gdansk, la reconnaissance officielle du syndicat Solidarité est présentée par la presse ici et par des déclarations de dirigeants de Solidarité comme la revendication numéro un des grévistes polonais.

Les revendications salariales qui avaient déjà été la cause des grèves de mai dernier et avaient été mises en avant par les mineurs de Haute-Silésie, qui ont commencé la grève le 15 août dernier, sont passées sous silence. C'est uniquement cette reconnaissance de Solidarité qui avait fait l'objet de l'ultimatum lancé pour dimanche 21 août par l'assemblée des travailleurs du chantier de Gdansk, réunie sous la présidence de Walesa, faute de quoi les chantiers navals rejoindraient la grève des mineurs dès le lendemain lundi 22 août.

Incontestablement cette revendication tient à cœur aux ouvriers polonais. Car Solidarité, c'est le syndicat né des grandes grèves de l'été 1980, c'est des milliers et des milliers de militants qui n'ont cessé d'agir malgré l'interdiction de leur organisation, malgré la répression. Et s'ils n'ont attendu aucune autorisation, aucun droit légalement reconnu pour s'organiser, c'est à juste titre que les ouvriers polonais revendiquent le droit de s'organiser au grand jour, de se réunir sans restriction ou de faire grève sans risquer la répression.

Mais en choisissant de faire de la reconnaissance de Solidarité la revendication unique, laissant de côté les revendications salariales, les dirigeants nationaux du mouvement Solidarité ont fait un choix qui n'est pas forcément celui de la défense inconditionnelle des intérêts de la classe ouvrière. Et certaines déclarations de dirigeants de Solidarité attirent l'attention. C'est par exemple le cas des propos d'un porte-parole de Solidarité interviewé dans *Le Figaro* du 25 août et dont on ne connaît néanmoins pas la représentativité celui-ci déclare notamment : «*Sans Solidarité, le gouvernement ne pourra pas introduire les réformes nécessaires. Il n'y aura ni consensus dans le pays, ni redressement économique... S'il est vrai que nous devons accepter de supporter des hausses de prix, une augmentation du chômage et une nécessaire restructuration, cela ne sera pas possible tant que Solidarité ne sera pas légalisé. Les Polonais n'accepteront pas une nouvelle cure d'austérité s'ils n'ont pas confiance*».

Des dirigeants syndicaux qui choisissent de faire accepter l'austérité aux travailleurs nous connaissons cela, nous, en France, dans l'Europe dite «libre» !

A ce titre, il est significatif aussi de voir comment à plus long terme des dirigeants de l'opposition polonaise envisagent le rôle du syndicat. L'article paru dans le journal allemand *Der Spiegel* du 22 août 1988 et traduit dans *Libération* (du 23 août) d'un des dirigeants de l'opposition polonaise, Adam Michnik, proche collaborateur des dirigeants de Solidarité est caractéristique de la façon dont certains de ces dirigeants envisagent les possibilités d'évolution de la Pologne.

Michnik voit notamment dans certains gestes du pouvoir comme le fait d'avoir autorisé un dirigeant de Solidarité, Zbigniew Bujak, à créer une fondation de soutien aux familles nombreuses, dans le fait que les syndicats officiels aient choisi de suivre le mouvement de grève, des signes de craquement dans les hautes sphères de l'Etat polonais. Et il se demande si «*les élites politiques*» seront vraiment capables de se rendre compte de l'ampleur du tournant nécessaire. De même que d'un autre côté il estime qu'aujourd'hui «*il s'agit également d'un tournant pour les élites de Solidarnosc... Il s'agit d'élaborer un programme Solidarnosc pour l'époque-perestroïka. Un programme qui respecte la réalité spécifiquement polonaise. Un programme qui prévoit une réforme de système, avec une visée révolutionnaire : le passage de l'ordre stalinien à un ordre démocratique*». Et pour faire mieux comprendre dans quel sens il envisage sa «révolution» au travers du mot d'ordre de Lech Walesa : «*Pas de liberté sans Solidarnosc*», et de l'idée d'un «*pacte anti-crise*», il prend l'exemple du passage réussi en Espagne de la dictature franquiste à la démocratie. «*La victoire a été précédée par un pacte anti-crise pour des réformes politiques, qui a fixé les règles d'un compromis et amené une loi électorale démocratique*», écrit-il de l'Espagne, en faisant référence à cette alliance de tous les partis, y compris ceux qui se réclamaient de la classe ouvrière, Parti Communiste Espagnol inclus, sous l'égide du roi Juan-Carlos, sur le dos de la classe ouvrière. Dans cette Espagne, où, pour les possédants il fallait surtout éviter que la fin de la dictature franquiste ne suscite trop d'espoir. Et Michnik pose alors la question : «*L'élite du communisme polonais pourra-t-elle produire une force d'imagination semblable à celle de l'élite de Franco à l'époque ? Et les élites de Solidarnosc pourront-elle montrer les mêmes capacités au compromis que l'opposition espagnole d'autrefois ?*»

Car les dirigeants de l'opposition politique polonaise, et ceux de Solidarité, «*les élites de Solidarnosc*» comme écrit Michnik, défendent des intérêts en partie différents de ceux de la classe ouvrière. Réformistes et nationalistes polonais, ils ne veulent eux que réformer l'Etat polonais, et ils sont peut-être prêts à faire payer la classe ouvrière pour cela. Ils voudraient seulement instaurer plus de pluralité dans les élites au pouvoir, avec l'appui de l'autre grande force d'opposition, l'Eglise, ils voudraient rapprocher l'Etat polonais des démocraties occidentales.

Mais c'est justement parce que le mouvement ouvrier est, en lui-même, bien plus dangereux que ne le sont ses propres dirigeants, que l'Etat polonais jusqu'à présent se refuse obstinément à reconnaître l'organisation Solidarité. Dans les faits il en reconnaît déjà en partie ses dirigeants, les tolère, bien que leur organisation soit interdite, les consulte parfois ; et notamment le gouvernement polonais avait pris directement contact avec Walesa avant l'expiration de l'ultimatum lancé par Solidarité à Gdansk. Mais reconnaître Solidarité dans son ensemble ce serait autre chose. Ce serait reconnaître à tous les ouvriers du rang le droit de se réunir, laisser à ses dizaines et ses dizaines de milliers de militants ouvriers qui font la vie de Solidarité même dans la clandestinité plus de possibilité de s'organiser de défendre leurs idées, leurs intérêts.

Et de cela le gouvernement polonais a toutes les raisons d'avoir peur. Car la classe ouvrière polonaise, la classe ouvrière la plus combative d'Europe, a sûrement beaucoup appris de ses huit dernières années de lutte, et ne se laissera probablement pas endormir par des promesses et tromper facilement.

Olivier BELIN

Tchécoslovaquie

POUR LES BUREAUCRATES, LA PEUR N'ÉVITE PAS LE DANGER

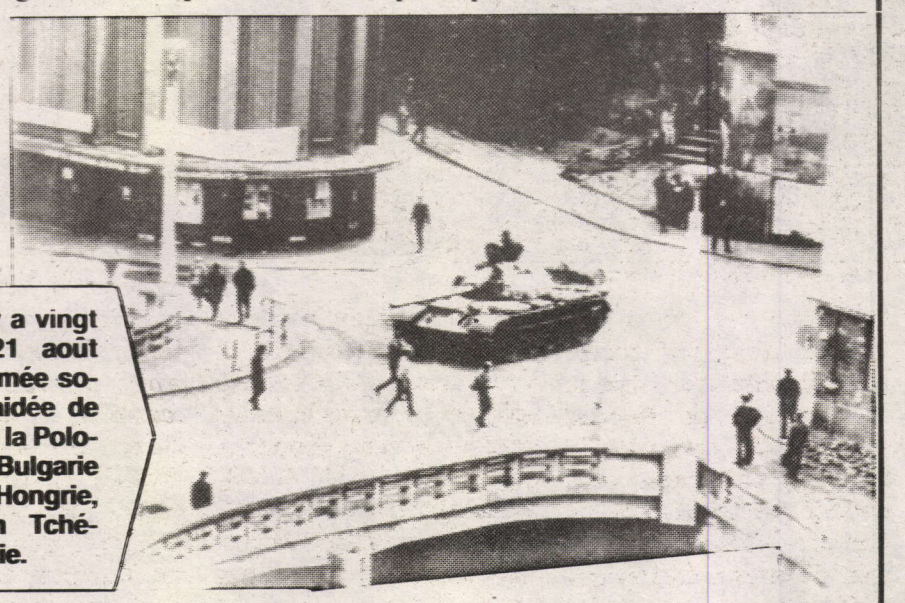
Dix mille manifestants ont traversé les rues de Prague dimanche 21 août, jour du 20e anniversaire de l'intervention armée de 1968. Il y a 20 ans, en effet, les chars des pays du Pacte de Varsovie étaient venus mettre un terme à la politique des dirigeants tchèques jugée trop libérale et pro-occidentale par la bureaucratie russe et aussi à l'effervescence qui se développait alors dans la jeunesse et la population.

Dimanche dernier, les participants portaient des drapeaux tchécoslovaques et ont défilé en criant *«Vive la Liberté !»*, *«Nous voulons la vérité»*, *«Russes go home»* *«Occupants go home»*. Le nom de Dubcek a aussi été scandé.

Une pétition a été signée demandant le retrait des troupes russes, l'abolition de la censure, la démocratie et le respect des droits de l'Homme.

L'importance de la manifestation paraît avoir surpris non seulement la police qui n'a dispersé la manifestation qu'après trois heures et demie de cortège mais aussi les dirigeants de l'opposition eux-mêmes. La présence en grand nombre de manifestants jeunes a été relevée.

Ainsi, il n'aura servi à rien aux actuels dirigeants tchèques, de prendre prudemment leurs distances et même de censurer les discours de Gorbatchev sur la transparence, etc. La peur que la jeunesse ne s'empare du nouveau «ton de Gorbatchev» comme prétexte pour revendiquer (comme cela a déjà été le cas en RDA par exemple) n'aura pas évité le danger. La censure et les précautions prises n'auront pas protégé les dirigeants de la dictature tchèque de la contestation.



C'était il y a vingt ans, le 21 août 1968 : l'armée soviétique, aidée de la RDA, de la Pologne, de la Bulgarie et de la Hongrie, entrait en Tchécoslovaquie.

Chili

LES ROUERIES D'UN DICTATEUR

Pinochet vient de décider de mettre fin à l'état d'urgence qui régnait depuis des années au Chili, et qui donnait tout pouvoir à la dictature, y compris celui de procéder à des interrogatoires renforcés. Les dictateurs ont de ces pudeurs qui font qu'ils se donnent des couvertures juridiques pour couvrir le pire arbitraire.

Plus besoin donc d'état d'exception au Chili puisque, comme l'a déclaré le ministre de l'Intérieur *«les efforts pour garantir l'ordre public ont porté leurs fruits»*. Singuliers efforts porteurs de fruits bien amers.

Bien naïfs pourtant ceux qui s'imagineraient que Pinochet s'est converti à la démocratie sur ses vieux jours.

Tout au plus il prépare un plébiscite sur le maintien du régime militaire et la désignation officielle de la junte qui sera selon toute vraisemblance... Pinochet lui-même.

Et ce plébiscite doit se dérouler dans six semaines.

Il paraît que cette décision aurait dérouté l'opposition légale. Cela mesure ce qu'est cette opposition.

1 % d'augmentation pour les fonctionnaires LE GOUVERNEMENT NE MANQUE PAS D'AIR !

Le gouvernement a annoncé 1 % d'augmentation de salaires pour les fonctionnaires à partir du 1er septembre. *«Le sentiment s'était imposé*, a commenté un gouvernant, *qu'il fallait faire un geste»*. Et la bonne presse de saluer ledit geste : *«Le gouvernement a joué habile»* a écrit *Libération*. *«Il s'est donné un peu d'air»* a enchaîné *Le Monde* ; *Le Figaro* approuvant lui aussi sans retenue : *«Alors que l'on s'attend à une rentrée difficile à cause des tensions existant dans les politiques salariales, le gouvernement crève l'abcès revendicatif»*. Rien de moins...

Mais aussitôt rassérénée par l'audace des gouvernants, voilà la même petite troupe toute inquiète. Le gouvernement ne serait-il pas allé trop loin ? se demandent les journalistes. Il y a, voyez-vous, dans cette mesure comme un *«léger dérapage»* par rapport au *«strict maintien du pouvoir d'achat»*. *«Qu'aura à proposer Michel Durafour* s'angoisse *Le Figaro, quand il retrouvera les représentants des fonctionnaires dans quelques semaines ?»* En effet *«sa marge de manœuvre est limitée»* renchérit *Le Monde*.

Heureusement, les syndicats (mise à part, il est vrai, la CGT) ont manifesté plus ou moins, de la FEN à FO, en passant par la FGAF et la CFDT, leur satisfaction d'avoir eu là un peu de «grain à moudre». L'un y a vu *«la volonté du gouvernement de renouer les fils du dialogue social»* ; l'autre *«souhaite que cette mesure augure positivement des négociations qui vont s'ouvrir»*.

En réalité ce qui serait souhaitable, surtout, ce serait que l'ensemble des fonctionnaires, dont beaucoup ne sont payés qu'à 4 500 et 5 000 francs par mois et qui ont tous leurs salaires complètement bloqués depuis 1982, s'entendent pour déranger le jeu de ces messieurs et leur donner raison de craindre un vrai dérapage social.

LUTTE OUVRIERE (Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A: LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18.
ABONNEMENTS pour 6 mois à LUTTE OUVRIÈRE (hebdomadaire): 130 F - pour un an : 250 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
ABONNEMENTS à LUTTE DE CLASSE CLASS STRUGGLE LUCHA DE CLASE (mensuel édité par L'Union Communiste Internationaliste) pour un an (France) : 80 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
PAIEMENTS (abonnements et soutiens) par chèques bancaires, à l'ordre de Michel Rodinson, ou par virements postaux à : Michel Rodinson - CCP Paris 6851 10 R.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions E.A. _ B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18, SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 19 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine St-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

RENAULT REFUSE LA RÉINTÉGRATION DES MILITANTS CGT

La direction de la Régie Renault a rejeté les demandes de réintégration déposées par 24 militants de la CGT (dont les «10 de Renault», pour lesquels la CGT et le PCF ont engagé une campagne depuis plusieurs mois). Renault prétend qu'ils ne rentrent pas dans le cadre de la loi d'amnistie votée en juillet dernier.

William STEVENS/GAMMA

Meeting de la CGT pour la réintégration de ses militants à Renault.

Au cours de la discussion parlementaire sur la loi d'amnistie, le Parti Socialiste, pour trouver une majorité sur la question, s'était rallié à la proposition du Parti Communiste d'étendre le bénéfice de cette loi aux représentants du personnel sanctionnés. Mais quelques jours plus tard, le Conseil constitutionnel restreignait le champ d'application de cette disposition : il décidait que les représentants syndicaux licenciés «pour faute lourde» ne pouvaient pas prétendre à être réintégrés. Et le président du Conseil constitutionnel, ex-ministre de la Justice et ami de Mitterrand, Robert Badinter, de déclarer qu'on ne pouvait tout de même pas *«porter atteinte aux intérêts des employeurs»* sur ce point.

Cela n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd : la direction de Renault affirme que, parmi les 24 militants concernés, cinq ont été précisément licenciés pour *«faute lourde»*. Ce sont d'autres prétextes qui sont mis en avant pour les autres : les uns n'étaient pas titulaires d'un mandat électif ; les autres ont été licenciés soit dans le cadre de licenciements économiques, soit parce qu'ils avaient participé à *«l'entrée en force dans l'usine de personnes étrangères à l'entreprise»*. Dans les deux cas, toujours aux yeux de la direction de la Régie, cela n'aurait rien à voir avec leur mandat syndical...

Il n'y avait déjà pas beaucoup d'illusions à se faire sur la portée de la loi d'amnistie, telle qu'elle avait été primitivement votée. En 1981, malgré la loi votée à l'époque, seuls 44 des 581 délégués pouvant prétendre à être réintégrés l'avaient été effectivement. Et cette fois, avec la décision du Conseil constitutionnel dans un premier temps, puis dans la foulée celle de la direction de Renault, le ton est donné : les patrons ont le feu vert pour verrouiller toutes les portes !

Dans sa déclaration, la CGT souligne que *«le gouvernement ne peut être étranger à cette décision prise dans une entreprise nationale, sur laquelle il a un droit de regard et de contrôle»*, en ajoutant que *«sa responsabilité et celle du Premier ministre sont engagées»*. Sans doute. Mais rien ne dit que le gouvernement prenne le risque de déplaire non seulement au patron de Renault, mais aussi aux autres patrons, pour qui il est important que Renault ne cède pas. Voudrait-il d'ailleurs contester cette décision qu'il pourrait se faire mettre devant le fait accompli, comme il s'est fait mettre devant le fait accompli par le Conseil constitutionnel.

La CGT a annoncé que le défi serait relevé et qu'il *«n'est pas question que les choses en restent là chez Renault comme ailleurs»*. Il serait bien sûr souhaitable que Renault et autres licencieurs soient contraints de reculer, car à travers la décision de Renault s'affirme la volonté affichée du patronat de ne rien céder sur ce terrain, comme sur les autres d'ailleurs. Et c'est pourquoi, y compris pour arracher une victoire sur ce point, il faudrait autre chose que des manifestations qui promènent de mois en mois les photos géantes des «24 de Renault», après qu'ont été promenées celles des «dix de Renault». Il faudrait que le patronat sente et craigne des mouvements dans la classe ouvrière, et pas seulement sur ce terrain-là qui ne concerne qu'une minorité de militants syndicaux, mais aussi sur les problèmes généraux de tous les travailleurs : les licenciements et les salaires.

Gaston DEVAUX

LES SHYLOCK EN DÉLIT

C'est le *Canard enchaîné* qui a soulevé le lièvre : la Cour de cassation le 12 avril dernier a reconnu illicite le taux véritablement usuraire pratiqué au titre d'agios par les banques, en cas de découvert de leur client.

A moins d'en avoir convenu autrement au moment de l'ouverture du compte, l'établissement bancaire n'est en droit d'appliquer que le taux d'escompte actuel de la Banque de France : 9,50 %, très éloigné des 18 % pratiqués.

Les clients lésés pourraient même, au terme de la loi, exiger le remboursement pour les 10 années écoulées, délai ramené à 3 ans par la Cour, soucieuse sans doute de ne pas mettre «sur la paille» les banquiers gourmands (le «détournement» portant sur la coquette somme de 10 à 60 milliards, selon l'Association des Banques elle-même).

Enfin, la querelle juridique n'est pas close puisque l'AFB, brandissant un article du Code civil, affirme que les agios perçus ne peuvent être contestés. D'un autre côté, un sou étant un sou, et sans doute titillés du côté des coffres-forts, les banques repleurent misère et parlent cette fois de faire payer les retraits d'argent effectués dans les distributeurs de billets. Ces mêmes banquiers expliquaient pourtant il y a quelques années que, les chèques étant trop onéreux, tous les Français devaient se munir d'une carte de crédit. Maintenant, ils se lamentent que trop c'est trop et que, s'ils ne perdent pas encore d'argent (il ne faut tout de même pas exagérer), peu s'en faut.

Bref, «notre argent les intéresse», comme le clamaient sans vergogne les affiches d'un groupe bancaire il n'y a pas si longtemps. Mais ça, on le savait déjà !

A.M.

LE DIESEL A DU PLOMB DANS L'AILE

Bataille de constructeurs, qui de Renault ou de Peugeot, du pot catalytique pour l'essence sans plomb ou du moteur diesel l'emportera ? Question de gros sous.

Peugeot a affiné sa gamme et raflé 54 % des ventes de diesels français, Renault penche pour l'équipement en pot catalytique pour faire face aux normes du marché européen de 1992. L'Etat quant à lui, juge et partie, envisage sereinement de tirer son épingle du jeu en augmentant la fiscalité sur le gazole (déjà de 63 %), pas assez rentable depuis que les automobilistes français choisissent de plus en plus nombreux cette forme de carburant, déjà adopté par les chauffeurs routiers, les taxis, marins et agriculteurs. Le litre de gazole coûtant en moyenne 1,43 F de moins que le super, d'ici 1993 la différence devrait être réduite à 1,13 F. Et, pour faire bonne mesure, les taxes devraient augmenter cette année de 4 centimes environ. En fait, le problème, c'est de faire payer le consommateur.

De la pollution, là-dedans, personne ne parle vraiment, ou juste pour le décor. Mais c'est bien connu : l'argent n'a pas d'odeur.

A.M.

URGENCE POUR LES SECOURS

Les accidents de la route font 10 000 morts par an et Rocard veut *«s'attaquer à ces problèmes de manière puissante»* a-t-il dit. Il a demandé aux préfets de faire des heures supplémentaires pendant les week-end d'août pour retirer illico les permis de conduire aux contrevenants. Il envisage aussi de faire payer les amendes sur le champ.

Mais la répression, c'est la manière facile.

D'après le Professeur Huguenard, du SAMU du Val-de-Marne, interrogé par l'*Express*, les moyens d'aide médicale sont à ce point insuffisants qu'ils situent la France loin derrière les autres pays européens.

Dans un accident grave, les 10 premières minutes de secours comptent et le moyen le plus efficace serait l'hélicoptère. Mais on ne compterait seulement neuf pour tout le territoire. Il en faudrait 3 fois plus. Par ailleurs, 285 points des plus meurtriers sont hors de portée des ambulances des SAMU.

Mais à la Santé, on estime que le coût de l'hélicoptère par an (2,5 millions) c'est cher. Pourtant qu'est-ce, comparé aux 100 milliards par an que coûtent les accidents de la route, d'après Rocard lui-même ?

Alors Rocard devra songer à remplir l'enveloppe des dépenses utiles (hôpitaux, SAMU, secours rapides) s'il veut pouvoir réellement parler de «fraternité automobile au plan national».

Suppression de la ligne Gisors-Serqueux-Dieppe : des usagers protestent

La SNCF a décidé de fermer la ligne ferroviaire Gisors-Serqueux-Dieppe à partir du 22 août 1988, car celle-ci est jugée déficitaire. Elle prévoit de mettre en place un service d'autocars, mais la population et un comité d'usagers (AVUC) ne l'entendent pas ainsi et de nombreuses protestations ont eu lieu. Le 17 août dernier près de 300 manifestants ont envahi la gare de Serqueux vers 6 h 15 le matin et occupé les voies, paralysant ainsi le trafic. De nombreux élus locaux étaient également présents à cette manifestation... cantonales obligent.

La SNCF maintient sa décision de fermeture et accepte simplement de négocier des horaires de cars. Les syndicats CGT et CFDT de Dieppe ainsi que FO ont appelé à une journée de grève le 22 août pour protester contre cette fermeture de ligne qui s'inscrit dans le cadre d'autres économies ou d'autres projets de suppressions de points de vente et de suppression de 30 à 40 % de gares de marchandises, ainsi que des postes de cheminots. Il y a eu environ 30 % de grévistes à Dieppe, suivant la SNCF, qui ont marqué leur mécontentement et dans différents chantiers des cheminots se sont mis en grève pour marquer leur solidarité ; et pour certains, entre autres aux billets à la gare de Rouen, ils ont profité de l'occasion pour exprimer leur ras-le-bol.

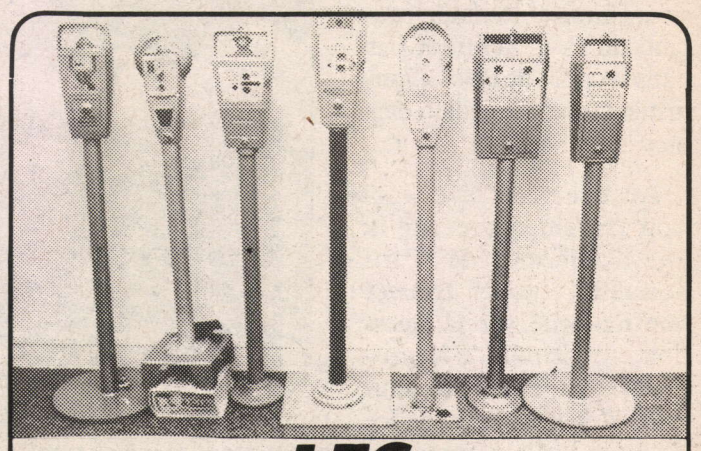
Alors que l'on annonce un projet d'aérodrome à Evreux après ceux qui existent déjà à Beauce près de Rouen, au Havre, ou à Deauville, les petites lignes sont fermées. On aura moins de mal à relier Deauville à Nice que Serqueux à Dieppe, mais il est vrai que ce ne sont pas les mêmes passagers.

Correspondant local

Lors de la traditionnelle vente de Yearlings, ces jeunes chevaux de course, qui se déroule chaque année à Deauville, c'est le numéro 43 qui est arrivé en tête des enchères. Il a été acheté pour la modique somme de deux millions six cent mille francs. Avouez que cela fait cher le prix du kilo de beefsteak.

Mais il y a des clients que ce prix ne rebute pas, et que cet achat ne met pas sur la paille. Malgré la crise. Quelle crise ?

La crise ? J'en parlerai à mon cheval



LES RACKETTEURS RACKETTÉS

Les automobilistes parisiens seront certainement ravis d'apprendre qu'une partie de l'argent qu'ils mettaient dans les parcmètres était détourné au profit d'une bande de malfrats composée justement d'employés chargés de ramasser les sous. Ils les ramassaient bien, mais ensuite les gardaient. Tout le service nous dit-on était corrompu. On a retrouvé chez certains deux tonnes de monnaie, le gros problème étant d'ailleurs pour eux l'écoulement de la ferraille. Certains membres de la bande, modestes employés, roulaient ainsi en Mercédès (au fait, mettaient-ils de l'argent dans les parcmètres lorsqu'ils se garaient ?).

La bande serait aujourd'hui démantelée, et les automobilistes sont paraît-il assurés que leur argent ira bien dorénavant aux seuls racketteurs légaux, c'est-à-dire la Mairie de Paris. On ne voit nullement la différence d'ailleurs : cela ne coûtera pas moins cher, et cela ne créera pas un seul emplacement de parking supplémentaire.

Quand Chevènement se décarcasse

Jean-Pierre Chevènement est un débrouillard. Comme il n'a eu, à son poste de ministre de la Défense, qu'une toute petite augmentation de son budget cette année (quelques petits pour cent) sur un budget déjà, comme chacun sait, très «insuffisant» (pensez-donc, 180 milliards de francs seulement...), il ne pouvait pas prendre à son compte (enfin au compte de son ministère) l'achat de six frégates légères de surveillance promises à la marine nationale !

Il a donc demandé à son Premier ministre, Rocard, de trouver une solution à ce véritable drame, à défaut de lui accorder une petite rallonge (budgétaire, cela va de soi). Que ne ferait-on pas pour la marine (nationale) quand on est socialiste !

Heureux dénouement : c'est finalement le ministère de l'Industrie qui va prendre sur lui cette petite dépense de 360 millions.

Et voilà le travail. Les ministres sont contents (heureux hommes !) et l'Alsthom qui va récolter l'argent, aussi. Merci pour elle.

Les gouvernants sont de braves gens.

Le vol n'est pas là où l'on croit

L'avion fantôme qui depuis quelques semaines survole Paris la nuit inquiète beaucoup les autorités. C'est dangereux pour les Parisiens, et cela coûte cher à la collectivité, disent-elles. Peut-être ! Mais cela coûte bien moins cher aux contribuables que ces autres oiseaux vrombissant qui ont pour nom «Mystère» et autres «Rafale», et ces oiseaux-là sont bien plus dangereux.

On attend de voir ce que va faire le ministre de l'Intérieur pour mettre fin aux agissements de ce «baron noir» – là que nos radars ont détecté. Il siège au ministère des Armées.

Un contre-exemple parmi tant d'autres

Tous les grands directeurs ont juré leurs grands dieux que les réductions d'effectifs n'étaient pas faites au détriment de la sécurité.

Pourtant, pour économiser du personnel, dans les triages, aux Aubrais comme ailleurs, des trains sont donnés aptes au départ par des camarades qui n'ont eu qu'une journée de formation pour détecter les anomalies dangereuses. C'est cela, la RAT.

Alors, qu'ils remettent en place la visite sur tous les trains et qu'ils libèrent les visiteurs du pointage.

Ce serait plus sûr que les mensonges.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière SNCF
Orléans-les Aubrais
du 22.8.88.

Alsthom-Saint-Nazaire

LES INTÉRIMAIRES TAPENT DU POING SUR LA TABLE

A la suite de la grève de quatre semaines des Chantiers de Saint-Nazaire contre les licenciements, les 400 à 500 intérimaires alors en mission aux Chantiers ont tenté d'imposer à leurs employeurs le paiement intégral des salaires pour la période du 16 juin au 10 juillet.

Le 29 juillet, des affichettes non signées mais émanant d'intérimaires proclamaient à chaque coupée du paquebot : *«Il y en a marre des marchands d'hommes... Qu'ils nous paient nos salaires... Rendez-vous ce soir chez Bis».*

C'est ainsi qu'une trentaine d'intérimaires se sont retrouvés le soir dans les bureaux de Bis, exigeant le paiement intégral des salaires. Refus du directeur et promesse des intérimaires de revenir plus nombreux demander des comptes.

Le 2 août, l'ensemble des gars de chez Bis sont appelés à débrayer avec le soutien de la CGT (sollicitée par les initiateurs du mouvement). Et 70 présents se rendent alors à l'Inspection du travail, qui confirme que la grève ne constitue pas un cas de force majeure justifiant la rupture des contrats. Le directeur de Bis, informé par une délégation, réitère son refus de payer. Le surlendemain, à la demande des intérimaires, la CGT appelle à un débrayage pour une nouvelle entrevue à l'Inspection du travail. Cette fois, les grévistes sont 350. L'Inspection du travail confirme sa position, mais les patrons, eux, ne veulent rien savoir. Une rencontre Inspection du travail-CGT-patrons est décidée pour le 9.

Ce jour-là, les intérimaires sont en grève pour la journée. A 13 heures, 150 d'entre eux font le tour du Chantier, et entraînent une cinquantaine d'autres intérimaires. Les réactions des gars des Chantiers sont sympathiques, et plutôt admiratives : *«Vous avez du courage, de faire grève en tant qu'intérimaires»...* A 200, les grévistes entreprennent alors la tournée des boîtes d'intérim. Pas très rassurés, les gérants se retranchent en général derrière leur direction générale. Chez Bis, «la tête dure des chefs d'agence», le ton monte. Claquant sa porte au nez des grévistes, le directeur ne réussit qu'à en faire voler la vitre en éclats !

Le 10, les intérimaires sont toujours en grève et occupent l'Inspection du travail. On apprend par la CGT, qui négocie, qu'en principe les patrons (sauf Bis) accepteraient de compléter les versements des Assedic. Le 11, les grévistes sont encore 200 à l'Inspection du travail, bien décidés à négocier directement et à leur manière, s'il ne ressortait rien de cette xième entrevue.

Sous la pression insistante des grévistes, les patrons confirment finalement le principe de compléter les allocations Assedic à concurrence du montant des salaires.

Aujourd'hui, le sentiment chez les intérimaires est partagé entre la satisfaction d'avoir fait reculer leurs patrons (même si ceux-ci s'en tirent à bon compte en puisant dans les fonds publics), et la méfiance d'une entourloupe toujours possible tant que les salaires n'ont pas été intégralement versés. L'annonce, le 17 août, du fait que l'indemnisation des jours de grève serait faite non par les Assedic mais dans le cadre du «chômage partiel total» n'a fait que renforcer cette méfiance.

Pourtant, vu la réaction des intérimaires, il n'est pas dit que les marchands d'hommes pourront continuer impunément à être des hors-la-loi. Ni que les patrons réussiront longtemps à jouer des divisions entre catégories différentes de travailleurs.

Correspondant local

LE TRAVAIL AU NOIR PREND LE MAQUIS

Jamais un consommateur payant un stère de bois entre 270 F et 500 F n'irait penser que l'ouvrier qui l'a coupé n'a touché que 45 F. Pourtant c'est ce que révèle un journaliste du *Monde* du 16/8/88, envoyé à Dreux.

Pour gagner 150 F par jour, certains ouvriers-bûcherons doivent faire 12 heures de travail. Femmes et enfants leur donnent un coup de main pour les travaux de débroussaillage et le ramassage des branches. Si le travail dure plusieurs jours, on leur fournit un matelas, dans une caravane sans eau ni électricité. Et sur une équipe de 7 ouvriers, 2 seulement ont une situation régulière : les 5 autres sont des travailleurs clandestins, recrutés à la va-vite dans le milieu turc de la ville.

En ces temps de crise, les travailleurs turcs employés à ces travaux sont appréciés des exploitants forestiers, car *«ce sont des montagnards, des ruraux qui peuvent vivre avec deux baguettes de pain par jour»*. D'autre part, ils espèrent *«devenir salariés comme les autres»*.

Quant aux exploitants forestiers, qui surexploitent la santé, la misère et l'espoir de ces salariés, ils ne songent qu'à ce qu'ils empochent. Pour limiter leurs charges sociales, ils ont «incité» leurs salariés à devenir artisans et leur ont promis des marchés. A présent, ils règnent grâce à la hantise du chômage qui contraint les travailleurs à accepter les pires conditions de travail et de vie.

JEUX DE MILLIARDAIRES

Pirelli vient donc de racheter Filergie, groupe français fabricant de câble. Cela représente huit usines, 3 000 ouvriers et 2 milliards de francs de chiffre d'affaires. Nous ne savons pas le prix qu'il a payé. Nous savons par contre la somme versée pour l'usine de pneus américaine qu'il vient d'acheter : 190 millions de dollars, soit plus d'un milliard de francs. On savait qu'il avait mis de côté quelques économies, réalisées sur notre dos !

Pirelli va donc accroître son implantation en France. Mais cela va se faire sans création d'emplois ou de biens supplémentaires, sans aucun investissement réel. Car ce qu'il rachète, c'est des usines qui rapportent déjà du profit. Il en profite même pour licencier des dizaines de personnes dans les usines qui ne lui rapportent pas assez.

Pirelli et ses petits copains font jouer avec les entreprises et ceux qui sont dedans à seule fin d'augmenter leurs profits. On ferait bien d'envoyer ces parasites jouer ailleurs.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Tréficable-Pirelli du 22.8.88.*

BURUNDI

LES AFFRONTEMENTS ETHNIQUES, FRUITS DU COLONIALISME ET DU SOUS-DÉVELOPPEMENT

Les massacres entre ethnies qui ont eu lieu au Burundi, un petit pays d'Afrique centrale, auraient fait des milliers de morts : de 5 000 à 24 000 selon diverses estimations. Pour sa part le gouvernement du Burundi, qui tend à minimiser l'ampleur de ces massacres, avance le chiffre de 5 000 victimes.

Ce n'est pas la première fois que cet Etat est le théâtre de telles tueries. En avril-mai 1972, il y eut plus de 100 000 morts parmi l'ethnie Hutu, qui constitue 85 % de la population de ce pays. Cette fois, du moins au début, les premières victimes seraient de la minorité Tutsi (14 % de la population), après une révolte d'Hutus dans le nord du pays.

Au Burundi, le pouvoir est totalement accaparé par des hommes de la minorité Tutsi. Une récente étude, rapportée par *Le Monde* du 24 août, atteste cette mainmise : *«Les trente et un membres du Comité militaire de salut national – le noyau dirigeant de l'armée – sont des Tutsis sans aucune exception. Sont également Tutsis 94 % des cadres du parti unique, 95 % des magistrats, 88 % des enseignants à l'Université. Même appartenance ethnique pour 14 ministres sur 19, 12 gouverneurs de province sur 15, 20 ambassadeurs sur 22... L'armée illustre jusqu'à la caricature cette discrimination : 99,5 % des officiers sont Tutsis, 99,7 % des sous-officiers et soldats ».*

Cette situation n'est pas nouvelle. Elle est en fait l'héritage laissé dans ce pays par l'ancienne puissance coloniale. Après avoir été, de la fin du siècle dernier et jusqu'à la Première Guerre mondiale, sous l'influence de l'Allemagne, la région tomba à partir de 1923 sous le contrôle de la Belgique, qui plus tard la rattacha administrativement au Congo, sa principale colonie en Afrique.

Au Burundi l'ethnie Tutsi, bien que minoritaire, avait déjà une influence déterminante au sein d'une société féodale dominée par un roi. Pour asseoir son pouvoir, la Belgique s'appuya sur les chefs de cette ethnie en jouant sur tous les antagonismes qui préexistaient dans cette région. Maintenir et même accentuer les divisions, telle fut la politique choisie par la puissance coloniale, qui laissait ainsi un cadeau empoisonné aux populations qu'elle avait directement dominées durant plusieurs décennies.

Lorsque survint la fin de la colonisation, au début des années soixante, la Belgique passa le pouvoir au roi de l'ethnie minoritaire Tutsi. L'indépendance fut proclamée le 1er juillet 1962, avec la création d'une monarchie constitutionnelle... comme en Belgique ! En 1966, après diverses péripéties et déjà des conflits inter-ethniques, le pouvoir tomba aux mains des militaires, eux aussi issus de l'ethnie Tutsi.

C'est tout ce passé, dans lequel la responsabilité des puissances occidentales est écrasante, qui explique en partie la situation d'aujourd'hui au Burundi, mais en partie seulement. Car le Burundi, comme bien des pays pauvres d'Afrique, crève aussi du sous-développement présent dans lequel l'enferme un marché dominé par la bourgeoisie de quelques pays riches. Producteur de café, dont les cours ne cessent de baisser depuis plusieurs années, le Burundi se débat dans une crise inextricable que payent les pauvres du pays, qu'ils soient d'ailleurs de l'ethnie Hutu ou Tutsi. C'est donc aussi la crise économique, l'extrême pauvreté de la population qui, s'ajoutant aux problèmes ethniques non résolus, conduisent aux situations explosives, comme celle qui vient d'ensanglanter le pays.

De telles oppositions peuvent parfois conduire à des changements à la tête des minorités gouvernantes, ce fut le cas en 1959, dans l'Etat voisin du Rwanda, où les privilégiés de la majorité Hutu ont réussi à s'emparer du pouvoir contre les Tutsis, sans que cela change le sort des populations elles-mêmes. C'est pourquoi ces oppositions entre ethnies, parce qu'elles font s'entre-déchirer les pauvres, peuvent être des dérivatifs que les privilégiés, aussi bien Hutus que Tutsis, offrent aux colères des populations affamées.

Samuel LATAN

BIRMANIE

ET DEUX DE CHUTE ?

Peter SWAN/GAMMA

Birmanie : c'est la rue qui, aujourd'hui, fait et défait les gouvernements.

La révolte populaire qui depuis plusieurs semaines secoue toute la société birmane ne s'est pas arrêtée après la démission du général Sein Lwin, surnommé «le boucher de Rangoun».

Son successeur, l'ancien ministre de la Justice, un certain Maung Maung, soulève contre sa personne toujours autant de haine et de détermination de la part des manifestants, qui ne veulent pas seulement le remplacement d'un homme par un autre, surtout lorsque ce dernier était déjà membre d'un gouvernement tant honni. Il veulent, affirment-ils, la fin de la dictature et le retour à un régime parlementaire.

Maung Maung a beau être, non pas un militaire, mais un civil – le premier dirigeant civil même qu'ait connu la Birmanie depuis 26 ans – cela ne suffit pas aux centaines de milliers de manifestants qui ont déjà obtenu le départ de l'ancien dictateur. Ils savent, et fort justement, que le ministre de la Justice d'une dictature ne peut ressembler qu'au régime qu'il a servi.

Alors, les manifestants continuent à descendre dans la rue pour réclamer le départ du nouveau président. L'appel à la grève générale est largement suivi et, depuis lundi 22 août, les manifestations s'étendent à l'ensemble du pays. Dans les principales villes, à Rangoun, la capitale, mais aussi en province, les manifestants, auxquels se joignent maintenant des franges de plus en plus larges de la petite-bourgeoisie, voire même de la bourgeoisie (médecins, avocats, écrivains, artistes), sont de plus en plus nombreux contre la dictature. On a même vu, rapportent des correspondants de presse, des fonctionnaires descendre dans la rue avec parfois l'autorisation de leur ministère, ou des banderoles hostiles au gouvernement apparaître aux fenêtres de certains bâtiments publics.

Mais, malgré les promesses de toute sorte faites par le gouvernement, c'est une fois encore la manière forte qui a été employée par la troupe à Moulmein, dans le sud du pays, faisant 31 morts.

Face à un soulèvement d'une telle ampleur, le nouveau régime pourra-t-il se maintenir encore longtemps ? Tout semble prouver que non, en particulier le fait que son armée lui soit de moins en moins fidèle, les actes de fraternisation étant de plus en plus nombreux. Les jours du gouvernement Maung Maung sont donc peut-être d'ores et déjà comptés. Il vient de proposer un référendum sur l'avenir du parti unique, comme l'avait déjà fait Sein Lwin avant de démissionner. Mais maintenant il semble que ce ne soit plus l'armée qui soit en mesure de faire et de défaire les gouvernements, mais bien la rue.

Dominique BONNIEUX

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995